

QU'EST-CE QUE LA CULTURE GÉNÉRALE ?

« La culture généralisée se transformera en haine de la vraie culture. »

F. Nietzsche, *La Volonté de puissance*,
Gallimard, 1995, tome II, § 248, p. 85.

« Une époque atteinte de ce mal qu'on appelle la culture générale, mais foncièrement inculte et dénuée d'unité de style, ne saura que faire de la philosophie, fût-elle proclamée dans les rues et sur les places par le génie de la Vérité en personne. »

F. Nietzsche, *La Naissance de la philosophie à l'époque de la tragédie grecque*, Gallimard, p. 33-34.

1. Ce que n'est pas la culture générale

• *Le général contre les généralités*

Aborder la culture générale ne consiste pas à se contenter de généralités, encore moins de banalités, à brasser des idées générales sans aller au fond des choses, sans faire preuve de discernement à l'égard des arguments avancés, mais au contraire à savoir hiérarchiser les phénomènes étudiés et les faits en fonction de leur importance respective.

En ce sens, *il n'est de culture que générale* : rester prisonnier d'un seul point de vue érigé en absolu, c'est faire preuve d'un manque de culture, c'est la marque d'un esprit borné ou fanatique, ou en tout cas celle de celui qui n'a jamais été *ouvert à et par la culture*. La culture n'est pas accumulation d'informations, mais **formation** de l'esprit. De façon significative, un même mot allemand, *Bildung*, signifie à la fois *culture* et *formation*.

La culture ne peut donc être que générale : la culture sera générale ou ne sera pas. L'*inculture* consiste précisément à s'accrocher à un point de vue particulier et unilatéral pour ne plus en démordre. La culture nous permet de mettre en perspective les choses, pour mettre toute chose à sa juste place et éviter d'ériger en absolu un point de vue particulier. *La culture* générale n'est donc pas nécessairement relativisation, elle n'entretient pas nécessairement l'idée qu'au fond « tout se vaut » — c'est-à-dire qu'en définitive « rien ne vaut », comme le fait remarquer Nietzsche — mais *suppose au contraire la faculté de discerner et de*

Culture G

hiérarchiser ce qui mérite de l'être, la capacité de repérer l'éclairage signifiant, celui qui donne la meilleure intelligibilité à l'événement.

Dans un dialogue de Platon, un personnage demande à un autre : « Qui t'a appris à parler grec ? » « Tous ont été mes professeurs », lui est-il répondu. Cette réponse pourrait être élargie à la question plus vaste de la culture : ce qui est culturel en nous, c'est tout ce en quoi « tous » — du moins ceux qui partagent la même culture — « ont été mes professeurs », le langage n'étant alors qu'un cas particulier du phénomène culturel.

• **Le cultivé et le culturel**

Suffit-il pour autant de porter l'empreinte d'une culture, d'être façonné par une culture, pour être cultivé ? Assurément non. Celui qui est marqué par une culture sans disposer des moyens de s'en rendre compte à lui-même, de la comprendre, ne fait que la subir¹, et est d'autant plus prisonnier de cette culture qu'il ignore ou ne prend pas en compte le fait qu'il existe d'autres cultures que la sienne. Car si l'humanité est une, le propre de la culture est de se décliner au pluriel. Il n'y a jamais eu une culture, mais toujours *des* cultures. Même si nous allons, du fait de la mondialisation, vers une culture unique et universelle², ou du moins, progressivement, vers une uniformisation des cultures, restera à jamais ce fait historique que les cultures de l'humanité ont été plurielles.

La façon dont une araignée tisse sa toile n'a rien de culturel. Les animaux n'ont pas de culture, la culture est un fait spécifiquement humain. Pas plus le dressage des animaux ne constitue pour eux l'acquisition d'une culture, pas plus le fait d'éduquer un individu* humain ne peut se ramener à un simple dressage, à un simple apprentissage de conduites extérieures. Éduquer un individu*, c'est le mettre à même de développer ses propres capacités, et de s'approprier pour son propre compte l'héritage de l'humanité³ qui le précède.

Peut-on alors éduquer une foule, les masses*, une classe sociale, ou seulement des individus* ? Le rêve des Lumières était celui de l'éducation d'un peuple à la liberté, condition de l'autonomie politique et de la sortie de la tutelle qui déshonore les peuples⁴. La culture est-elle ce dans quoi l'individu* baigne, et la manière dont il se rapporte au monde — notamment fait de rapports sociaux — qui l'entoure ?

1. Telle est la tâche et l'apport de la sociologie selon Pierre Bourdieu : permettre au sujet de se réapproprier le sens de son expérience qui commence par lui échapper, en exerçant un travail de « dénaturalisation et de défatalisation » des déterminants sociaux, qui ne peut être mené à bien que par le dévoilement des fondements sociaux et historiques des discriminations sociales (cf. en particulier Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Éditions de Minuit, 1979).

2. Sur cette question, cf. Gérard Leclerc, *La Mondialisation culturelle*, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », PUF, 2000, 496 pages.

3. Voir sur ce thème *L'Héritage de l'Europe* de H.-G. Gadamer, Bibliothèque Rivages, 1996, 157 pages.

4. Cf. l'opuscule d'Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?*, 1785, in *La Philosophie de l'histoire*, Gonthier/Denoël, 1947.

Cependant l'**inculture** est bien plus qu'une absence de culture. Nul ne reprochera à un Kaspar Hauser émergeant enfin de sa cave d'être « inculte ». L'inculture est un refus actif, un rejet, une résistance à la culture. D'où peut bien venir cette résistance ? De ce que les certitudes immédiates, que toute culture amène à remettre en cause, rassurent l'individu*, lui servent de repères¹. L'ignorance du peuple est un des moyens du pouvoir. Bien des formules politiques qui peuvent passer pour plausibles, crédibles, acceptables, verraient leur inanité mise au grand jour, moyennant un minimum de culture historique, économique et politique. La capacité d'oubli des masses*, des peuples, est étonnante, et peut-être parfois salutaire (voir Renan, *Qu'est-ce qu'une Nation ?*).

La culture, c'est donc la capacité de mettre en perspective le présent, le quotidien, l'immédiat. Elle seule permet d'acquérir la « profondeur de champ » qui permet de situer les événements dans la dynamique qui les rend intelligibles. Parce que l'histoire n'est pas le simple cortège d'événements isolés, juxtaposés, successifs, la culture générale est nécessaire pour analyser notre présent, et cette compréhension est nécessaire pour que nous puissions nous y situer afin d'y agir de façon sensée.

2. Culture générale et philosophie

La culture générale n'est pas la philosophie² : où réside la différence ? Socrate par exemple ne se contente pas de comprendre la complexité de la société qui l'entoure, dans toutes ses dimensions (politique, culturelle, artistique, religieuse...) : il porte sur elle un regard critique, il pose la question « pourquoi ? ». Non pas au sens où il voudrait simplement comprendre comment ces différents éléments s'articulent dans la réalité, mais au sens où il pose la question du fondement sur lequel repose cette culture, il pose la question de sa *valeur* : c'est une telle question qui est étrangère à la culture générale. La culture générale consiste à se saisir du réel pour le comprendre et s'y repérer, non pour le critiquer et le remettre en question.

C'est bien pourquoi, selon Hegel, la culture ne peut se suffire à elle-même et porte en elle, pour qui réfléchit véritablement, le « besoin de la philosophie ». La culture est porteuse de la nécessité de se penser elle-même, et de s'évaluer. C'est à la philosophie d'accomplir cette tâche, qui n'a donc pas sa place dans une dissertation de culture générale. Pour Hegel, la philosophie est la conscience qu'une culture donnée prend d'elle-même, et non un ensemble de spéculations individuelles, les théories ou le système d'un « auteur ». La philosophie grecque, c'est à ses yeux la conscience que le monde grec a pris de lui-même, une philosophie est la conscience de soi d'une société donnée. On comprend que

-
1. La remise en cause de ces repères menace l'individu* ou le groupe d'**anomie***, de l'effondrement de sa culture propre et des normes qui en découlent, orientant ses pratiques et ses choix.
 2. Sur cette question, voir P. Simmarano, *Réussir la dissertation de culture générale aux concours*, Bréal, 1999, p. 7-8.

Culture G

dans cette perspective, il ne saurait y avoir de frontière bien établie entre culture et philosophie : c'est de la culture que jaillissent les questions qui vont donner sa matière à la philosophie d'une époque et d'une culture données. C'est dire que la culture, même la plus aboutie, ne se suffit pas à elle-même, que le tout n'est pas de connaître et de comprendre, mais que plus on connaît de choses, plus on prend connaissance des réalités, plus se fait impérieuse en nous l'exigence de les **penser**, et peut-être de les critiquer voire d'agir pour les modifier : c'est le passage à la *praxis* (terme grec pour « action ») chez Marx.

• **Pourquoi la culture générale ?**

La culture est, comme la langue selon Ésope, la meilleure et la pire des choses, elle est à la fois ce qui rassemble et ce qui divise les hommes. Sans culture commune, sans un minimum de références en commun, impossible pour les hommes de se comprendre et d'échanger. L'éducation, l'apprentissage d'une langue et d'une culture à l'école, sortent l'individu* de son isolement ou de son confinement dans la sphère familiale pour lui donner la clé qui lui permettra d'entrer en contact avec les autres, de se « socialiser », de trouver sa place dans la société. Mais la culture est aussi ce qui divise les hommes. Il n'y a pas, du moins à ce jour, de culture universelle ; à une culture s'opposent toujours d'autres cultures, et cette opposition est peut-être lourde de menaces et vecteur de conflits encore à venir, c'est du moins la thèse de Samuel Huntington ramassée dans la formule de « choc des civilisations ». (Cf. Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997, réédition 2000.)

CONSEILS

CONSEILS MÉTHODOLOGIQUES EN VUE DE LA DISSERTATION DE CULTURE GÉNÉRALE

Pour passer de la « *culture-réflexe* » à la *réflexion*

Évitez de recourir aux formules lapidaires et allusives. Par exemple, si vous écrivez : « Assistons-nous au "crépuscule du devoir" (Lipovetsky) ». « Traversons-nous l'ère du vide ? (Lipovetsky) ». En effet, il est impossible, sur cette base, de discerner si vous connaissez plus que le titre des ouvrages ou le nom des auteurs auxquels vous vous référez. Ce qui est sûr, c'est que vous n'en dites rien d'original, de personnel ou d'intéressant. Il s'agit d'un simple « vernis culturel », d'un simple clin d'œil au correcteur. Or la question n'est pas de savoir si le lecteur saisit ou non ce à quoi vous faites allusion, mais de savoir si vous seriez capable d'y faire plus qu'une allusion. Il faut donc faire une référence plus « substantielle » : montrer que vous avez effectivement connaissance de l'idée ou des idées majeures de cet ouvrage ou de cet auteur. Il importe de montrer que vous êtes capable d'*entrer en dialogue* avec votre référence culturelle : montrer ce qu'elle vous apporte, comment elle enrichit votre réflexion, comment vous vous situez par rapport à elle (Par exemple : est-ce le point de vue que vous entendez combattre ou du moins discuter, avec lequel vous engagez une discussion ? Est-ce un point que vous considérez comme acquis et sur lequel vous basez une partie au moins de votre argumentation ? Ou votre référence vous aide-t-elle à résoudre les problèmes que vous avez formulés précédemment, à dépasser ou surmonter les obstacles sur lesquels vous avez buté ou à répondre aux questions que vous vous posez ?).

SUJET TRAITÉ

« LA CULTURE EST-ELLE L'AFFAIRE DE L'ÉTAT ? »

Éléments de corrigé

• *Introduction*

Si l'on se situe dans le cadre français, la question du sujet court, lancinante, de la création par De Gaulle en février 1959 d'un « Ministère des affaires culturelles » taillé sur mesure pour André Malraux dans le gouvernement de Michel Debré (voir les circonstances précises dans Fumaroli, *L'État culturel*, p. 62) jusqu'aux récentes tentatives de défendre l'« exception culturelle à la française » que Fumaroli qualifie ironiquement de « ligne Maginot culturelle » lors des dernières négociations concernant les accords du GATT par exemple.

La toile de fond du sujet (mais qui sort du cadre strict du programme de culture générale à l'ENA), c'est l'État-mécène de l'Ancien Régime, c'est François I^{er} et l'importation de la Renaissance italienne, c'est le rayonnement culturel de la Cour de Louis XIV, c'est le despotisme* éclairé incarné dans la figure emblématique de Frédéric II de Prusse.

Et si l'on veut se situer à l'échelle européenne (mais la formulation du sujet invite à privilégier l'État comme cadre de référence de la réflexion, et jusqu'à plus ample informé l'Union européenne ne constitue pas un État), on ne peut s'empêcher de penser à la formule de Jean Monnet citée de mémoire : « Si c'était à refaire [*i.e.*, *la construction européenne*], je commencerais par la culture » — la question de savoir si ce faisant, ce serait bien la même « chose » qui se serait « fait » restant en suspens...



Formulation du sujet

Est-il possible, est-il légitime, est-il souhaitable que l'État se saisisse des « affaires culturelles » ?

1. Le mythe fondateur de la politique culturelle à la française : la France, désert culturel...

À l'origine de la politique culturelle volontariste qui a caractérisé en France l'histoire de la V^e République, il y aurait un mythe, celui du « désert **culturel français**¹ ». Marc Fumaroli retrace, à travers son ouvrage, de façon relativement convaincante, l'archéologie* de ce poncif². Si la France n'est qu'un désert culturel en effet, comment ne pas penser qu'il appartiendrait à l'État de faire (re ?) fleurir ce désert, de l'ensemencer, par une vaste politique d'implantation de « maisons de la culture » de par tout le territoire par exemple, selon la politique impulsée par André Malraux à partir de 1959 ?

La thèse de Marc Fumaroli consiste à dire que **la culture ne se porte jamais mieux que lorsque l'État la laisse en paix** et s'en désintéresse. Les deux postures, les deux positions possibles quant à l'opportunité d'une politique culturelle d'État, se laissent appréhender de façon saisissante par la confrontation de ces deux thèses antithétiques :

« Ce que l'État encourage dépérit, ce qu'il protège meurt. »

Paul-Louis Courier, cité par Fumaroli, p. 79 :
le baiser de l'État à la culture serait le baiser de Judas.

« Diriger l'art, c'est lui permettre de s'accomplir. »

Georges Hilaire, secrétaire général aux Beaux-Arts dans le gouvernement de Pierre Laval, cité par Fumaroli, *ibidem*, p. 107.

Cette antithèse permet de penser qu'autant il est naturel aux régimes totalitaires de s'emparer des « affaires culturelles » comme relevant de plein droit et comme par définition de leur sphère de compétence, autant, il y a dans une démocratie libérale quelque chose de déplaisant et même de choquant dans la notion d'un art officiel, d'une culture d'État. L'art officiel des régimes totalitaires sera toujours académique, forcément académique, quelque « révolutionnaire » qu'il se veuille par ailleurs, puisqu'il faut bien que le pouvoir énonce et édicte les règles de cet art officiel, celles du « réalisme socialiste » par exemple. Ce faisant, les régimes totalitaires font de tout artiste, comme de tout penseur, un dissident potentiel en ceci que précisément l'acte de création artistique n'est préfiguré par aucune règle et ne peut prendre comme ligne de conduite aucune consigne extérieure. C'est donc exclusivement dans les régimes démocratiques, et en particulier le nôtre, celui de la France, que la prise en charge de la culture par l'État pose problème et peut se révéler paradoxale.

Jeanne Laurent, à qui Fumaroli prête un rôle discret mais décisif dans la mise en place d'une politique culturelle à la française, déplore dans son livre *La République et les beaux-arts* (1955), le manque d'ambition culturelle de la III^e République. Elle dresse un réquisitoire sans

-
1. « À Paris les grandes écoles, à Paris le théâtre ; le reste était Province [Malraux parle du Premier Empire], c'est-à-dire dans ce domaine [celui de la culture] tournées ou néant. » André Malraux, *Discours d'inauguration de la Maison de la Culture de Grenoble*, 3 février 1968.
 2. M. Fumaroli, *L'État culturel*, Livre de Poche, Éditions de Fallois, p. 12-13, 77, 82, 116, 163, 188.

Culture G

appel contre son absence de politique culturelle et, emportée par son élan, se laisse aller à une paradoxale réhabilitation de la politique culturelle du Second Empire.

Prenant le contre-pied de Jeanne Laurent, Marc Fumaroli réhabilite la III^e République injustement décriée et un peu vite taxée de « bourgeoise¹ ». Il en loue la « prudence *parcimonieuse* », la modération, la retenue culturelle, la modestie. S'il a tendance à l'idéaliser à son tour, l'identifiant peut-être un peu vite à cette « république *athénienne*² » promise par Gambetta et qu'elle aurait voulu être, on ne peut lui contester le mérite de n'avoir pas entravé l'art, de n'avoir pas empêché les véritables artistes de prospérer et de trouver par eux-mêmes le chemin de leur public. Le couple Curie, Gide, Valéry, Rodin, Monet, Seurat, Degas, Bonnard, Jouve : où est donc ce fameux « désert *culturel français* » dont on nous rebat les oreilles ? « Était-ce là un désert ? » On est loin du « Mozart assassiné » en chaque petit français – l'accusation, « atroce » selon Fumaroli, est de Saint-Exupéry dans *Terre des hommes*³ (1939).

Jean Zay et Léo Lagrange trouvent, seuls ou presque, grâce aux yeux de Fumaroli pour leur retenue et leur refus conscient d'**embrigader** les loisirs⁴ à l'heure où le Front Populaire instaure les « Congés Payés » et où les régimes totalitaires donnent l'exemple d'une tel embrigadement.

C'est donc sur ce mythe d'un « désert *culturel français* » que se met en place, étape par étape, la politique culturelle française, qui devait culminer dans l'assimilation pure et simple du politique et du culturel, dans la politique du « *tout culturel* » (avec Jack Lang). Ces étapes s'appellent **Emmanuel Mounier**⁵, Uriage et le mouvement « Jeune France⁶ » : le théoricien de la politique culturelle, et l'embryon de sa mise en œuvre ; **Jeanne Laurent**, le grand précurseur, qui eut (aux yeux de Fumaroli) la chance de n'avoir pas les moyens de sa politique (sauf en matière théâtrale : c'est elle qui confie le Festival d'Avignon à Jean Vilar) et le seul

-
1. L'ingratitude de la France, et singulièrement des intellectuels, à l'égard de la III^e République ne lui semble pas sans conséquence, mais au contraire avoir fait le lit des politiques culturelles beaucoup plus aventureuses, et contestables, qui ont suivi. « La III^e République fut enveloppée dans le mépris pour le « stupide XIX^e siècle » ou pour le « bourgeois, cette aberration de l'histoire. Maurras et Marx, Baudelaire et Flaubert, étaient contre ce pelé, ce galeux d'où tout le mal était venu. Les crachats de Céline l'emportèrent sur l'humour de Giraudoux. Même Valéry, le poète lauréat du régime, n'eut pas un mot de condoléances. », *Ibidem*, p. 103-104.
 2. Thème qui parcourt le livre : *ibidem*, p. 41, 73, 94, 96, 102-103, 110, 288.
 3. *Ibidem*, p. 21, 132-133, 229.
 4. « L'organisation des loisirs est un terme derrière lequel il convient de penser ce que l'on entend mettre. Il ne peut s'agir, dans un pays démocratique, de caporaliser les loisirs, les distractions et les plaisirs des masses* populaires, et de transformer la joie habilement distribuée en moyen de ne pas penser. » Léo Lagrange, cité par Fumaroli, *op. cit.*, p. 93.
 5. Grand contempteur de l'« individualisme bourgeois » et le promoteur d'une « communauté personaliste » soudée par une culture commune, qu'il oppose aux artifices de la république radicale et laïque ; Fumaroli, *op. cit.*, p. 107.
 6. Que Fumaroli, à la suite de B.-H. Lévy (*L'Idéologie française*) à qui il renvoie, situe dans la collaboration au moins jusqu'en 1942.